



CTB



RAPPORT ANNUEL 2011
PROGRAMME D'APPUI A LA
REALISATION DES ETUDES ET
CONSULTANCES (PAREC)
NER 0301251

DATE 31/03/2012

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

ABRÉVIATIONS	3
2 RESUME.....	5
2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION	5
2.2 POINTS SAILLANTS.....	5
2.3 RISQUES CLE	6
2.4 LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS CLE	6
3 ANALYSE DE L'INTERVENTION.....	7
3.1 CONTEXTE	7
3.1.2 <i>Evolution du contexte</i>	7
3.1.3 <i>Ancrage institutionnel</i>	7
3.1.4 <i>Modalités d'exécution</i>	7
3.1.5 <i>Dynamique « Harmo »</i>	8
3.2 DEROULEMENT GENERAL ET PROGRES REALISES	9
3.2.1 <i>Déroulement Général</i>	9
3.2.2 <i>Progrès réalisés</i>	9
3.2.3 <i>Risques et hypothèses</i>	11
3.2.4 <i>Critères de qualité</i>	11
3.2.5 <i>Impact potentiel</i>	12
3.2.6 <i>Recommandations</i>	12
3.3 ANALYSE DE L'EXECUTION DES REQUETES EN 2011	13
3.3.1 <i>Bilan activités</i>	Error! Bookmark not defined.
3.3.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
3.3.3 <i>Risques et hypothèses</i>	14
3.3.4 <i>Exécution budgétaire</i>	15
3.3.5 <i>Recommandations</i>	15
4 THEMES TRANSVERSAUX	16
4.1 GENRE.....	16
5 DECISIONS PRISES PAR LA SMCL & SUIVI.....	17
6. ANNEXES	19
6.1. RAPPORT "BUDGET VERSUS ACTUELS (2011)".....	19
6.2. PLANIFICATION OPERATIONNELLE ET FINANCIERE 2012.....	20

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

1 FICHE DE PROJET

PAREC – Fonds d'Etudes et d'Expertise	
Financé par	Royaume de Belgique
Agence(s) d'Exécution	Agence Belge de Développement (CTB)
Ministère de Tutelle	Ministère du Plan de l'Aménagement du territoire et du Développement Communautaire (Direction Générale du Plan)
Code Navision (numéro d'intervention)	NER 03 012 51 (17 049 12)
Lieu(x) du Projet / Programme	Territoire national
Date de signature de la Convention Spécifique	1 ^{ère} convention 19/03/2003 2 ^{ème} convention 07/07/2009
Date de Démarrage du Projet	effectif pour la 1 ^{ère} convention 20/06/2003 2 ^{ème} convention 07/07/2009
Date de fin du Projet	06/07/2014
Durée	Durée selon C.S : 48 mois
Budget	En cogestion : 1 325 506 € (contribution belge) + 1.000.000 € (PIC 2009-2012) réduit à 750.000 € lors du CSP de décembre 2011, dont une 1 ^{ère} alimentation de 250.000 € a déjà été effectuée. En régie : 40.555 € (contribution belge)
Secteur(s) + code CAD	Multisectoriel
Régie / Cogestion/ Appui budgétaire	Cogestion/Régie
Taux d'exécution financier au 31/12/2011	94% en Cogestion
Ordonnateur national	Directeur Général du Plan (MP/AT/DC) : Boubacar SANDA
Gestionnaire CTB	Chargée de Programme : Hadiza RHISSA
Co- ordonnateur	Représentant Résident de la CTB : Olivier HECK

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

2 Résumé

2.1 Aperçu de l'intervention

Budget	Budget Total	Dépenses 2010	Dépenses 2011	Solde budget	Taux d'exécution
Euros	1 616 061,40	176 915,84	120 730,39	37 310	
CFA	1 060 066 788	116 049 184	79 193 944,4	24 473 755,7	94%

Comment [oh1]: A compléter

En 2011, ce sont 11 Prestations qui ont été finalisées dont 3 requêtes concernant des études stratégiques approuvées en 2010, pour lesquelles la mise en œuvre a été finalisée en 2011.

Les 9 requêtes reçues, toutes dans le domaine du renforcement des capacités des cadres de l'Administration publiques ont été financées et exécutées à 100%. Ce qui porte le total des dépenses de l'année 2011 à 120.730,39 Euros comme l'indique le tableau ci-dessus.

On remarque également qu'au courant de l'année 2011, aucune étude stratégique nécessitant la mobilisation d'expertise n'a été demandée.

2.2 Points saillants

Pour l'année 2011, les points saillants se résument:

- Au transfert de la tutelle du PAREC du Ministère de l'Economie et des Finances vers le Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et Développement Communautaire (MP/AT/DC).
- A la reconduction du Point focal au sein du Ministère de Tutelle (après scission des deux ministères) mais aussi sa reconduction pour le suivi des dossiers du PAREC ayant eu comme impact positif le traitement des dossiers sans interruption.
- Au changement de la plupart des interlocuteurs au niveau des Ministères Techniques suite aux nouvelles nominations, ce qui n'est pas sans conséquence sur le bon déroulement des activités. Des sessions d'information périodiques sont prévues pour assurer une bonne diffusion de l'information à tous les niveaux.
- A l'élaboration d'un dépliant et guide d'information précisant les activités éligibles et le circuit de traitement des requêtes à soumettre au PAREC.
- Au déclenchement de la demande de réalimentation de la 2^{ème} tranche de 250.000 Euros actuellement en cours de traitement. Le Bureau de Coopération au Développement (BCD) assure le suivi de cette opération.
- A la décision prise lors du Comité Spécial des Partenaires (CSP) de décembre 2011 de transférer 250 K€ vers le programme Bourses.

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

2.3 Risques clé

- Retard dans la transmission des requêtes de financement
- Qualité moindre des Termes de référence des études et expertises transmis pour financement
- Bien que le PAREC soit aligné sur les procédures nigériennes en matière d'achat et de marchés publics, il est apparu à certaines occasions des problématiques sur l'éligibilité de dépenses telles qu'effectuées et justifiées par le chef de projet désigné comme responsable pour l'exécution de la requête.

2.4 Leçons apprises et recommandations clé

Leçons apprises

- Le PAREC est actuellement faiblement sollicité pour la réalisation des études stratégiques et mobilisation d'expertises ponctuelles par les institutions publiques éligibles
- Inversement, les requêtes proposées portent de plus en plus fréquemment sur des formations et participations à des séminaires internationaux dont la dimension institutionnelle n'est pas toujours démontrée

Recommandations

- Assurer une information régulière et structurée des Ministères techniques sur le PAREC : Un dépliant de présentation du PAREC a été élaboré. Il est en cours de production et des sessions d'information sont programmées afin d'assurer une bonne information des parties prenantes sur le PAREC, stimuler les requêtes à caractère stratégique et assurer un taux plus élevé de requêtes éligibles et présentées selon les formes attendues.
- Fixer un cadre plus précis pour les requêtes en matière de formation et participation à des séminaires : Il est impératif de veiller à ce que les requêtes en matière de formation et participation à des séminaires restent dans une proportion raisonnable (au maximum 20% du Fonds, avec une limite maximum de 5.000 € de budget par requête), soient limitées aux thématiques spécifiques des secteurs de concentration (Santé et Dev Rural) et s'inscrivent dans une démarche de renforcement des compétences pour l'institution requérante (avec également une démarche de restitution de la formation par les bénéficiaires à d'autres collaborateurs).
- Mettre en place des mécanismes réduisant les risques d'exécution de dépenses inéligibles : Afin d'éviter la problématique sur l'éligibilité de dépenses telles qu'effectuées et justifiées par le chef de projet désigné comme responsable pour l'exécution de la requête, il serait utile pour prévenir ces situations de formaliser mieux l'octroi des financements pour les requêtes approuvées via la signature d'un Accord d'Exécution entre le PAREC (Ordo et Co-Ordo) et le Ministère technique demandeur et/ou effectuer autant que possible le paiement direct des factures aux prestataires.

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

3 Analyse de l'intervention

3.1 Contexte

3.1.2 Evolution du contexte

Plusieurs éléments contextuels ont influencé de façon significative la logique d'intervention du PAREC au cours de l'année 2011. Il s'agit principalement :

- Du changement de tutelle vers le Ministère de Plan, de l'Aménagement du Territoire et Développement Communautaire (MP/AT/DC)
- La rotation de personnel cadres des Ministères techniques.
- Retard accusé dans la réalimentation des fonds dont la demande a été transmise depuis le mois de septembre.
- Décision de réaffectation de 250.000 € inscrits au PIC 2009-2012 au titre du PAREC vers le Programme Bourses, en raison du besoin d'assurer le financement du Programme Bourse d'ici la signature du prochain PIC et étant donné une exécution encore assez réduite du budget PAREC.

3.1.3 Ancrage institutionnel

L'ancrage institutionnel du PAREC est très approprié. Le Fonds est géré conjointement par les deux parties, nigérienne (MP/AT/DC/DGP) et belge (DGD/CTB). Il est dirigé par Le Directeur Général du Plan, gestionnaire délégué auprès de qui les requêtes sont adressées. Après analyse, les requêtes jugées pertinentes sont transmises au co-gestionnaire du Programme à la CTB pour analyse et avis de conformité. Les requêtes ayant reçu l'avis de conformité sont retournées au gestionnaire qui formule la demande de non objection auprès du Conseiller de Coopération au Bureau de Coopération (BCD).

Les études et expertises financées sont en relation avec les secteurs de concentration du PIC (2009-2012) ou en lien avec l'amélioration de l'efficacité de l'aide dans le cadre de la mise en œuvre de la déclaration de Paris.

3.1.4 Modalités d'exécution

Les modalités d'exécution sont adaptées en regard de la Convention Spécifique signée le 7 juillet 2009 entre les deux parties régissant le mode de fonctionnement du Fonds ainsi que de la mise à disposition d'un manuel de Procédures Administratives Financières et Comptables pour le PAREC.

Cependant en ce qui concerne les marchés publics, on assiste à beaucoup d'insuffisances dans le respect des procédures de passation des marchés. Ce qui allonge souvent les délais d'exécution des activités, mène à l'existence de dépenses/justificatifs non éligibles, et perturbe la clôture administrative et financière des requêtes.

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

Il faut noter aussi la tenue de la 1^{ère} réunion de SMCL le 24 février 2011 au cours de laquelle d'importantes décisions ont été prises **et exécutées** pour certaines. Notamment :

- La mise en place au niveau de la DGP d'une liste de contrôle/check-list pour l'analyse de la recevabilité (dans son contenu, sa forme, les délais,...) des requêtes.
- La mise à disposition d'un modèle ou canevas **d'Analyse des requêtes adapté** à transmettre à la DGP pour permettre la prise en compte de tous les éléments pertinents pour une bonne analyse;
- Le financement de la production d'un dépliant et guide, ainsi que des sessions d'information sur les activités du PAREC.

L'intégralité des décisions prises et leur état d'exécution est développé dans le chapitre 5.

3.1.5 Dynamique « Harmo »

a) Alignement sur les stratégies du Partenaire

Toutes les études financées par le Programme découlent des plans d'actions des Ministères techniques ou institutions publiques bénéficiaires appuyés dans le cadre des secteurs de concentration de la Coopération Belge au Niger. Quand à la mise en œuvre, elle est réalisée selon les procédures nationales définies dans le Manuel de procédures.

b) Appropriation par le pays partenaire

Toutes les activités financées par le PAREC sont non seulement définies mais aussi exécutées par les structures concernées au regard des directives de la Convention Spécifique signée entre les deux pays partenaires. Dans cette dynamique, le rôle du Co gestionnaire (CTB) est ramené à un appui technique dans l'analyse d'éligibilité et pertinence des requêtes introduites et la mise en place, gestion administrative et suivi de leur financement.

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

3.2 Déroulement général et Progrès Réalisés

3.2.1 Déroulement Général

Le PAREC est un fonds pour lequel il n'existe pas de dossier technique et financier avec cadre logique. Le document de référence pour sa mise en œuvre est la convention spécifique signée entre les deux pays lors de la commission mixte de mars 2003, puis celle du 30 octobre 2008. Le 7 juillet 2009, une nouvelle Convention Spécifique a été signée entre les deux pays, relative au financement d'un Programme d'Appui à la Réalisation des Etudes et Consultances (PAREC) dont l'objectif est de renforcer les capacités des institutions publiques du Niger. Cette nouvelle Convention Spécifique remplace la Convention Spécifique du FEE signée entre les deux parties à Bruxelles le 19/03/2003 et les échanges de lettres des 05/04/2006, 13/06/2008 et 08/09/2008 relatifs aux réalimentations et à l'extension de la validité de la Convention Spécifique.

Le financement des activités se fait au fur et à mesure que les besoins sont exprimés par les Ministères techniques et institutions publiques bénéficiaires.

3.2.2 Progrès réalisés

Les activités réalisées au courant de cette année 2011 ont été financées grâce au reliquat des fonds de 2010. Ainsi

- Une 1^{ère} alimentation de 250.000 € (sur un budget total de 1 millions euros inscrit au PIC 2009-2012) a été effectuée en sept 2010.
- Une nouvelle alimentation a été demandée par le MAE au Bureau de Coopération en sept 2011. Cette demande est en cours de traitement.
- Les requêtes approuvées/réalisées au cours de l'année 2011 se présentent comme suit :

Prestations finalisées en 2011

Ces études (stratégiques) ont été approuvées en 2010, mais leur réalisation a été finalisée en 2011.

Intitulé	Structure	Coût / Euro	Etat d'avancement
1. Etude sur l'élaboration d'un projet de mécanisation et de modernisation de l'agriculture au Niger	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	20.687,33	Finalisé rapport disponible
2. Etude de faisabilité du réseau Intranet Gouvernemental	Cabinet du 1 ^{er} Ministre	43.250	Finalisé rapport disponible
3. Elaboration de la carte sanitaire du Niger	Ministère de la Santé Publique	40.659,52	données disponibles mais non exploitées (produit final non disponible)

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

Prestations réalisées en 2011

Intitulé	Structure	Coût / Euro	Etat d'avancement
4. Formation de deux cadres du ME/F en Analyse financière et gestion budgétaire (IGEMA-AFRIQUE)	Ministères de l'Economie et des Finances	12.504,63	Finalisé rapport disponible
5. Formation d'un cadre du MEF à la définition et implantation d'un système de suivi/évaluation au MAROC (SETYM International)	Ministères de l'Economie et des Finances	9.800	Finalisé rapport disponible
6. Séminaire Genre sur le secteur de l'eau à Bamako (participation de 2 cadres du Ministère de l'hydraulique)	Ministère de l'hydraulique	10.671	Finalisé rapport disponible
7. Séminaire gestion du PARC Auto AO à Lomé (Participation d'un cadre du Ministère de la santé Publique)	Ministère de la Santé Publique	3.928,61	Finalisé rapport disponible
8. Formation en gestion axée sur les résultats	Ministère de l'Economie et des Finances (DGF)	15.059,98	Finalisé (non encore justifié)
9. Elaboration d'un dépliant + guide et organisation séances d'information sur le PAREC	Ministère du Plan de l'Aménagement du Territoire et du développement communautaire (Nouvelle tutelle du PAREC)	2.957,51	Document élaboré (production en cours)
10. Séminaire sur la définition et implantation d'un système de suivi/évaluation de projets (participation de 2 cadres du MP/AT/DC)	Ministère du Plan de l'Aménagement du Territoire et du développement communautaire	6.848,99	Réalisé
11. Organisation d'une conférence publique sur les enjeux de la sécurité alimentaire	Groupe des chercheurs de l'Université Abdou Moumouni	7.622,45	En cours
TOTAL		173.990	

Requêtes en cours d'approbation

INTITULE	STRUCTURE	COÛT/ FCFA	COÛT / Euro	ETAT D'AVANCEMENT
Elaboration d'un ATLAS sur les organisations Producteurs au Niger	Ministère de l'Agriculture	25.387.000	38 702	En cours de traitement
TOTAL		25.387.000	38 702	

Comment [oh2]: Veiller à ce que les 2 tableaux aient le même format

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

3.2.3 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Faible sollicitation du PAREC pour des études stratégiques	Moyenne	Faible utilisation du fonds pour la mobilisation d'expertises et la réalisation d'études stratégiques	Elevé	Elevé
Faible qualité des Termes de références des études ou renforcement des capacités	Moyenne	Temps de traitement et délais d'approbation très long	Moyenne	Moyenne
Insuffisance dans l'application des procédures de passation de marché	Moyenne	Allonge les délais d'exécution des activités et bloque la clôture administrative et financière des dossiers	Moyenne	Moyenne

3.2.4 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	Bonne performance du PAREC dans son ensemble. L'objectif ne sera atteint que partiellement, entre autre en raison de la faible sollicitation pour la réalisation des études stratégiques et mobilisation d'expertises ponctuelles par les institutions publiques éligibles. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'objectif, notamment par la production d'un dépliant de présentation du PAREC et l'animation des sessions d'information afin d'assurer une bonne information des parties prenantes sur le PAREC, stimuler les requêtes stratégiques et assurer un taux plus élevé de requêtes éligibles et présentées selon les formes attendues. EXPL : l'Etude sur l'intranet Gouvernemental est une bonne illustration car il y a une continuité des actions au niveau de l'administration
Efficiency	C	Il y a un retard important dans la clôture de certaines requêtes qui est dû à l'inéligibilité/non conformité de pièces justificatives
Effets	B/C	Les effets générés par le PAREC à travers les requêtes financées sont appréciables, même si des questions se posent sur la valorisation de certains produits par le demandeur des études, le transfert des compétences acquises lors des formations de renforcement des capacités au niveau institutionnel.

Comment [oh3]: A compléter (en précisant la note et sa signification) pour que cela soit clair

- A :** Très bonne performance
B : Bonne performance
C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prises
D : Absence de performance / difficultés majeures : des mesures sont nécessaires

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

3.2.5 Impact potentiel

L'une des réussites du PAREC est d'avoir permis la réalisation de l'ensemble des études retenues. On peut noter également la qualité dans la mise en œuvre des études stratégiques ayant mobilisées une expertise ponctuelle, ainsi que la participation au processus d'exécution par les partenaires clés. Ce qui permet une appropriation effective des mécanismes de gestion du Fonds.

Cette situation engendre un besoin de financement des études potentiellement de plus en plus grand. Le PAREC devient dès lors une réponse à cette préoccupation d'où la nécessité de recadrage permanent des requêtes afin de garantir leur éligibilité et conformité par rapport aux objectifs fixé par le Fonds.

3.2.6 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Assurer le suivi rapproché après les sessions d'information afin d'obtenir des requêtes de financement d'études stratégiques pertinentes	3.2.3	MP/AT/DGP CTB	Avant Q4 2012
Renforcer la coordination/concertation avec la tutelle afin de recevoir des TDR de qualité pour les études/expertises pertinentes	3.2.3	MP/AT/DGP CTB	31 décembre 2012
Veiller à ce que les requêtes en matière de formation/participation à des séminaires restent dans une proportion raisonnable (maximum 20% du budget) et s'inscrivent dans une démarche de renforcement des compétences pour l'institution requérante (avec également une démarche de restitution de la formation par les bénéficiaires à d'autres collaborateurs)	3.2.3	MP/AT/DGP CTB	Q1, Q2, Q3 ; 2012
Formaliser mieux l'octroi des financements pour les requêtes approuvées via la signature d'un Accord d'Exécution et/ou effectuer directement le paiement des factures aux prestataires.	3.2.3	MP/AT/DGP/CTB	Q1 2012

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

3.3 Analyse de l'Exécution des requêtes en 2011

Comment [oh4]: A supprimer, N/A

A : Les activités sont en avance

B : les activités sont dans les délais

C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.

D : les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois), des mesures correctives majeures sont requises

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
1. Etude sur l'élaboration d'un projet de mécanisation et de modernisation de l'agriculture au Niger		X			
2. Etude de faisabilité du réseau Intranet Gouvernemental		X			
3. Elaboration de la carte sanitaire du Niger				X	Dépenses justifiées, mais produit fini non disponible
4. Formation de deux cadres du ME/F en Analyse financière et gestion budgétaire (IGEMA-AFRIQUE)		X			
5. Formation d'un cadre du MEF à la définition et implantation d'un système de suivi/évaluation au MAROC (SETYM International)		X			
6. Séminaire Genre sur le secteur de l'eau à Bamako (participation de 2 cadres du Ministère de l'hydraulique)		X			
7. Séminaire gestion du PARC Auto AO à Lomé (Participation d'un cadre du Ministère de la santé Publique)		X			
8. Formation en gestion axée sur les résultats				X	Activité réalisée, mais certains justificatifs ne sont pas complets et d'autres pas conformes
9. Elaboration d'un dépliant + guide et organisation séances d'information sur le PAREC		X			
10. Séminaire sur la définition et implantation d'un système de suivi/évaluation de projets (participation de 2 cadres du MP/AT/DC)		X			
11. Organisation d'une conférence publique sur les enjeux de la sécurité alimentaire			X		Insuffisance du document de cadrage

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

3.3.1 Analyse des progrès réalisés

Au courant de l'année 2011, des activités ont pu être menées grâce au reliquat disponible de 48.444 Euro et à la réalimentation de fonds de 250.000 Euro du 21 septembre 2010.

Ainsi sur l'année 2011, 11 prestations ont été financées dont :

- deux (2) études stratégiques importantes qui ont été finalisées
- huit (8) séminaires de renforcement des capacités des agents de l'Etat qui se sont déroulés auprès de plusieurs institutions de la sous région. La dimension institutionnelle a été le critère prépondérant dans l'approbation du dossier.
- une (1) prestation en cours de réalisation concernant une conférence publique sur les enjeux de la sécurité alimentaire. Afin de déterminer la poursuite ou non de cette requête, il est cependant attendu de pouvoir disposer d'un cadrage plus précis de cette initiative et de la confirmation de sa pertinence.

Cependant le retard accusé dans la mise en œuvre de trois activités risque d'avoir un effet négatif sur la qualité de la prestation.

3.3.2 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Elaboration de la carte sanitaire nationale	élevée	Produit fini non disponible en raison de la rupture de financement pour le consultant en charge de l'activité par l'OMS	élevée	D
Retard dans la clôture de la formation des cadres des ministères technique en GAR	élevée	Certaines pièces justificatives ne sont pas recevables dans leur état	élevée	C
Conférence publique sur la sécurité alimentaire	moyenne	Qualité insuffisante de la note méthodologique ayant entraîné un retard important dans le démarrage de l'activité	moyenne	C

Il est à noter que seuls les dossiers sur lesquels il existe des problèmes ont été repris dans ce tableau.

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

3.3.3 Exécution budgétaire

La mise en œuvre du PAREC se fait au fur et à mesure que les requêtes soumises sont retenues pour leur financement; d'où la difficulté d'une planification précise des activités et dépenses y relatives à l'avance. Les réalisations demeurent donc tributaires des demandes émanant du partenaire.

Une réalimentation du Fonds à concurrence d'une première tranche de 250.000 € (sur le budget initial total de 1 millions euros inscrit dans le PIC 2009-2012) a été réalisée à la fin août 2010. Le reliquat de fonds a permis de liquider les engagements au cours l'année 2011.

Au 31.12.2011 :

- Le total des dépenses exécutées en 2011 s'élève à : 120 730,39 €
- Au 31/12/2011, le solde Budgétaire du PAREC est de 87 122,15€
- Le solde disponible pour les nouveaux engagements (études à financer) s'élève à : 35 925,47 €

3.3.4 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Deadline
Signé un accords d'exécution à l'avenir pour les activités qui doivent être exécutées directement par les chefs de projet (Ordonnateur/Coordonnateur)	3.3.3	MP/AT/DGP/CTB	Effectif dès Q1
Effectué directement le paiement des factures aux prestataires pour les activités ponctuelles selon la nature de l'étude	3.3.3	MP/AT/DGP/CTB	Effectif dès Q1
Suivre la clôture de la formation en gestion axée sur les résultats (GAR) en veillant sur la conformité des pièces et le cas échéant le remboursement des montants non correctement justifiés	3.3.3	MP/AT/DGP/CTB	30/03/2012
Suivre la production de la carte sanitaire jusqu'à obtention du produit fini	3.3.3	MP/AT/DGP/CTB	Q1, 2012
Suivre la production du document de cadrage et le contenu du document technique de la conférence sur la sécurité alimentaire	3.3.3	MP/AT/DGP/CTB	30/03/2012

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

4 Thèmes Transversaux

4.1 Genre

Le PAREC avait financé les années antérieures l'opérationnalisation de la Politique Nationale Genre (PNG) pour le Ministère (MPPF/PE) dont l'axe 2 correspond à l'objectif spécifique du Programme ARMFDI qui est « La promotion équitable du potentiel et de la position de la femme et de l'homme au sein de l'économie du ménage et dans l'économie de marché ».

Une session de formation pour un pool de deux formateurs du Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement sur le genre et la gestion de l'Eau et assainissement a été financée par le PAREC à Bamako (Mali). L'équipe de formation est chargée à son tour de former les équipes régionales du même ministère.

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

5 Décisions prises par la SMCL & Suivi

Tableau récapitulatif des décisions et recommandations prises par la SMCL du 24/02/2011

N°	Libellé	Responsable	Acteurs Impliqués	Date butoir	Etat de réalisation
1	<u>Rapport 2010 et Programmation 2011</u> : Le rapport 2010 et la Programmation 2011 sont validés pour transmission à la DGD, moyennant finalisation de ces documents en prenant en considération les observations émises.	Gestionnaire PAREC/CTB		19.03.11	Réalisée
2	<u>Prochains Rapports d'exécution</u> : mettre plus en exergue la manière dont les produits des actions financées ont été valorisés et leurs effets (analyse plus axée sur les résultats)	Gestionnaire PAREC/CTB	Point focal DGF Les Chefs de Projet	Prochains rapports d'exécution	
3	<u>Retards dans l'exécution des activités financées</u> : <ul style="list-style-type: none"> - Saisir la DRFM sans délai lorsque des retards sont constatés dans la mise en œuvre des requêtes et la justification des dépenses - Fixer comme règle de ne plus payer l'intégralité des per diem à l'avance (seulement entre 70 et 90%) et de ne payer le reliquat qu'à la production du rapport final et de la justification des sommes reçues. 	Point focal CTB/DGF	Gestionnaire PAREC/CTB / DRFM des ministères	Activité en continue	Réunion formelle non tenue mais contact et information permanent.
4	<u>Amélioration de la qualité et adéquation des requêtes</u> : <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer un modèle standard de TDR pour les requêtes et le diffuser auprès des demandeurs potentiels - Mettre en place au niveau de la DGP une checklist/grille d'analyse des requêtes (analyse de la recevabilité de la requête dans son contenu et sa forme, respect des 	Point focal CTB/DGF	Gestionnaire PAREC/CTB	15/04/2011	En cours Grille élaborée et transmise à la DGP

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

	délais, caractère raisonnable du budget demandé par rapport aux produits/résultats attendus....)				
5	<u>Renforcement du suivi, du traitement et de la mise en œuvre des requêtes</u> : Faire un tableau synthétique compilant les informations (requêtes en instance, points d'attention....) à transmettre mensuellement et à discuter avec le DGP et le Représentant Résident	Gestionnaire / PAREC/CTB		Avant chaque 10 ^{ème} jour du mois suivant	(maquette réalisée) mais transmission périodique non réalisée Rencontres non réalisés (Changement d'interlocuteurs et de tutelle)
6	<u>Production du dépliant et tenue d'une séance d'information</u> : Le principe et le budget global prévu sont validés. Il est demandé cependant de finaliser les TDR, notamment en revoyant bien la formulation de l'objectif et des résultats attendus.	Gestionnaire / PAREC/CTB	Point focal CTB/DGF / RR	15/04/2011	Réalisé pour la production du dépliant.
7	<u>Compensation du remboursement dû sur « Arrière de Salaire 4 »</u> Préparation et transmission d'un courrier de la DGF vers le MAE et ensuite du MAE vers le Bureau de Coopération de l'Ambassade de Belgique au Niger pour informer sur les actions prises en relation avec le remboursement dû.	DGF		31/03/2011	Non Réalisée (plus d'application car le remboursement des dépenses inéligibles Salaires 4 a été effectué par le Trésor.
8	<u>Appui en fonctionnement de la structure de gestion au niveau du DGF</u> : Approcher le Bureau de Coopération de l'Ambassade de Belgique au Niger pour analyser la recevabilité de cette demande	RR CTB	Bureau de Coopération	15/04/2011	Non réalisée
9	<u>Demande de réalimentation</u> : Analyser l'évolution de trésorerie et la planification financière du PAREC et introduire à temps la demande de 2 ^{ème} réalimentation	Gestionnaire PAREC/CTB	Point focal CTB/DGF	15/04/2011	Réalisée (réalimentation non effectif)

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

6. Annexes

6.1. Rapport “Budget versus actuels (2011)”

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

6.2. Planification opérationnelle et financière 2012

a. PLANIFICATION OPERATIONNELLE 2012 :

Activités	Sous-activités	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsable	Remarques - difficultés points d'attention
<i>Etudes approuvées en instance de démarrage</i>	Elaboration d'un dépliant et guide d'information sur le PAREC													CTB/DGP/MP	
	Ateliers d'échange et diffusion du guide d'information sur le PAREC													CTB/DGP/MP	
	Séminaire de formation sur la définition et implantation d'un système de suivi évaluation (Remboursement des frais avancés)													CTB/DGP/MP	
	Projet carte sanitaire 2 (Suivi de l'élaboration du produit fini)													CTB/DGP/MP	
	Conférence publique sur les enjeux de la Sécurité Alimentaire													CTB/DGP/MP	
	Paiement du SLA (comptable et PO)													CTB/DGP/MP	
<i>Activités proposées en instance d'approbation</i>	Elaboration d'un Atlas sur les Organisations Paysannes													CTB/DGP/MP	
<i>Requêtes-en instance</i>														CTB/DGP/MP	
<i>Nouvelles requêtes</i>														CTB/DGP/MP	

Comment [oh5]: En 2012 ?

Comment [oh6]: Ne semble pas réiste.. devrait sinon déjà être terminé

La planification opérationnelle 2012 prend en compte seulement les activités approuvées réalisées dont le paiement n'a pas été effectué dans son intégralité en fin 2011 et les activités à réaliser approuvées ayant obtenus un ANO du Bureau de Coopération de l'Ambassade.

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

b. PLANIFICATION DES DEPENSES PAREC POUR LES REQUETES APPROUVEES (Q1- 2012)

REQUETES APPROUVEES	Coût Total Approuvé	Q1	Total FCFA	Euros
Elaboration d'un dépliant pour le PAREC	1.940.000	1.940.000	1.940.000	2957
Séminaire de formation définition et implantation des systèmes de suivi/évaluation d'un projet (IMA Abidjan- RCI)	4.492.450	4.492.450	4.492.450	6847
Conférence publique sur les enjeux de la sécurité alimentaire	5.000.000	5.000.000	5.000.000	7622
Séminaire sur le tableau de bord et circuit budgétaire (Participation d'un cadre du MP/AT/DC) à Ouagadougou	3.908.400	3.908.400	3.908.400	5958
TOTAL	15.340.850	15.340.850	15.340.850	23 387

N.B: Total des études approuvées en cours d'exécution.

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Annual report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : Q4_2011	VERSION : 2.0
----------------------------	-----------------------------------	---	----------------------------------	------------------

c. PLANIFICATION FINANCIERE GENERALE PAREC – 2012

	Coût Total (Euros)	Q1	Q2	Q3	Q4
Réalimentation du Fonds PAREC	250 000	71.481,36	71.481,36	71.481,36	71.481,36
Reliquat budgétaire au 31/12/2011	35 925,47				
TOTAL	285 925,47	71.481,36	71.481,36	71.481,36	71.481,36